

Interpellation des candidat-e-s du Loiret aux élections législatives sur la dette publique et le Pacte budgétaire

Le Collectif du Loiret pour un audit citoyen de la dette (CAC 45) a décidé d'interpeller les candidat-e-s aux élections législatives des 10 et 17 juin prochains sur trois thèmes : la légitimité de la dette publique française, l'aide aux collectivités locales touchées par les prêts « toxiques » et le Pacte budgétaire qui doit être ratifié avant fin 2012.

Le CAC 45 a reçu cinq réponses : trois réponses individuelles provenant de Monique Lemoine (indépendante, 5^e circonscription), Franck Demaumont (Front de gauche, 4^e c.) et Moïsette Crosnier (Europe Ecologie Les Verts, 2^e c.) ; deux réponses collectives provenant des autres candidat-e-s du Front de gauche (Cécile Hubert dans la 1^{ère}, Sylvie Dubois dans la 2^e, Sylvie Vauvilliers dans la 3^e, Karine Percheron dans la 5^e, Olivier Hicter dans la 6^e) et des candidat-e-s du Nouveau Parti Anticapitaliste (Robert Couture dans la 1^{ère}, Marie-Pierre Regnault dans la 2^e, Elsa de Morais dans la 3^e, Cécile Hoarau dans la 4^e, Chantal Thabourin dans la 5^e, Eddy Talbot dans la 6^e).

Pour Franck Demaumont, « *la dette publique française, comme celle des autres pays européens, est en majeure partie illégitime, puisque principalement composée par le paiement des intérêts d'une dette illégale et de choix fiscaux diminuant les recettes propres de l'Etat* ». Au niveau local, il estime que la dette toxique des collectivités et organismes encore touchés « *doit être immédiatement transformée en emprunt à taux fixe, sans aucune condition de sortie* ». Quant au Pacte budgétaire, il appelle à « *l'organisation d'un Référendum* » et « *au respect le plus strict, par le gouvernement et le Parlement, du vote des français* ».

Pour les autres candidat-e-s du Front de gauche, « *la dette de tous fait la rente de quelques-uns* » et le Front de gauche soutient la campagne pour un audit de la dette publique. Ils proposent également de « *sortir les biens communs locaux des marchés* » et de promouvoir un pôle financier public pour « *réorienter le crédit au service de l'emploi, des collectivités territoriales et de la reconversion écologique de la production* ». Ils appellent à « *mener la bataille politique et diplomatique pour un nouveau traité européen, et pour la refonte des statuts et missions de la BCE* ».

Pour Monique Lemoine, « *ce n'est pas la dette qui est illégitime, mais l'intérêt de la dette (43 milliards d'€) qui chaque année engraisse les banques qui prêtent à des taux élevés à l'Etat français* ». Au niveau européen, elle plaide également pour « *une politique commune monétaire et budgétaire* » et d'une « *nouvelle mission de la BCE* » qu'il faudrait ratifier par référendum.

Pour Moïsette Crosnier, « *une partie de la dette peut être qualifiée d'illégitime* » et « *un audit citoyen de la dette publique française est nécessaire : cette transparence est incontournable* ». Au niveau local, elle apportera son soutien aux « *collectivités et organismes publics du Loiret touchés par le problème des prêts toxiques [...] dans les éventuelles négociations de leur contrat auprès des banques* ». Elle précise qu'elle n'est « *pas favorable au Pacte Budgétaire dans sa forme actuelle et souhaite donc une négociation de ce traité* ».

Pour sa part, le Nouveau Parti Anticapitaliste a rappelé qu'étant illégitime, « *la quasi-totalité de la dette publique a donc vocation à être annulée. Ce serait une des premières tâches d'un gouvernement des travailleurs afin de pouvoir mettre en œuvre une politique au service de la population sans avoir à subir le coût de l'héritage du passé.* » De plus, pour les candidat-e-s du NPA, il faut « *soumettre la dette publique à un audit, un examen populaire, pour porter un jugement sur son origine, et dans le même temps, se battre pour que soit décrétée une suspension immédiate des paiements de la dette existante.* »

Les réponses complètes des candidats sont jointes au présent communiqué et sont sur notre site internet : <http://www.audit-citoyen.org/?p=2504>

Nous prenons acte de l'absence de réponse de la part de tous les autres candidats (hors Front national) que nous avons contactés.

Organisations membres du CAC45 : Alternative Citoyenne Abraysienne, Association Partage, Attac45, CADTM, Confédération Paysanne, Droit au Logement, France Cuba Loiret, FSU, La Vie Nouvelle, Solidaires.

Collectif soutenu par : Europe Ecologie – Les Verts, Fédération anarchiste, Jeunes Ecologistes, Mouvement des Jeunes Socialistes, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste, Parti de Gauche, Parti Socialiste.

Contact : Damien Millet (CADTM) 06 60 54 27 13 / cac45@audit-citoyen.org